

LE PIRE DES GOUVERNEMENTS POUR LA JEUNESSE ACCOMPAGNÉE PAR LES MISSIONS LOCALES



REDUCTION DRASTIQUE DU BUDGET CONSACRÉ À L'ALLOCATION PACEA Et PRESSION AUX OBJECTIFS CONTRAT ENGAGEMENT JEUNES LE RÉSEAU VA-T-IL RENTRER EN RÉSISTANCE OU SE SOUMETTRE COMME LE PROPOSE LE SYNDICAT PATRONAL UNML ?

Le gouvernement s'en prend encore et toujours à la Jeunesse, Les missions locales jamais aussi maltraitées qu'avec Macron

Depuis son accession à la tête de l'État, Le Président de la République s'en prend à la Jeunesse : « Avec Macron, rien de tout ça. Aucune invention, aucune intuition pour la jeunesse au mieux du recyclage visant à amplifier des mesures précaires. Faut-il mentionner, à ce propos, « le plan 1 Jeune, 1 solution » martelé à coups de hashtags. Dès 2017 et son arrivée à la présidence de la République c'est un jeu de massacre (baisse des APL, suppression des emplois d'avenir et des CAE qui facilitaient des contrats d'une durée de 35 heures etc...). Pour parachever la basse besogne il mettra fin à la Garantie Jeunes pourtant initiée durant un Gouvernement qui l'aura fait Ministre. » (page 4 du [dossier document d'orientation CGT ML pour les 40 ans des ML](#))

Plus de 50% de baisse du budget allocations Pacea, contraintes excessives pour le CEJ et chantage à la Labellisation obligatoire

La politique austéraitrice du Gouvernement à hauteur de 10 milliards va toucher les plus précaires et les plus défavorisés...par la politique du pire qu'il conduit. Cela se traduit par une baisse de 1,1 milliard pour le Ministère du Travail. Résultats : plus de 50% de baisse du budget dédié à l'allocation pour les jeunes en contrat d'accompagnement PACEA (Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie), exigence de contraintes supplémentaire pour le CEJ (Contrat d'Engagement Jeune) en terme de résultats mais aussi de public cible (Jeunes des Quartiers Politique de la Ville pour 25% des entrées CEJ), et obligation pour les Missions Locales à rentrer dans la démarche de Labellisation (qui ne doit pourtant pas être obligatoire mais volontaire selon l'AFNOR – voir communiqué CGT « [#1 jeune, 1 Parpaing](#) »)

L'UNML soumise et hors-sol !

Dans son communiqué L'UNML constate et propose des solutions miracles : « échanger avec nos autres partenaires, notamment les Départements sur le Fonds d'Aide aux Jeunes et le bloc communal dans le cadre de nos coopérations avec les CCAS pour continuer, malgré ce contexte, de répondre aux besoins des jeunes. » ... « Nous devons collectivement nous préparer à défendre nos moyens d'action en vue du prochain débat sur le Projet de Loi de Finances 2025 qui s'annonce âpre. Il s'agira d'une part de faire la démonstration de la qualité de nos actions, et d'autre part de convaincre les décideurs territoriaux et nationaux de continuer à investir dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ». (UNML – le 3 Avril 2024)

Comment avec la situation des budgets des collectivités territoriales et alors que certaines Régions et Départements baissent voire suppriment les financements aux Missions Locales, envisager une intervention du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) pour compenser la logique austéraitre du Gouvernement ?

Exemple : A Paris, en 2022, l'enveloppe FAJ s'élève à 680.000 € contre 2 484 230€ pour l'enveloppe PACEA. Comment voulez-vous que le FAJ, qui n'est pas réservé aux seuls jeunes suivis par les Missions locales rappelons-le, absorbe ce coup de rabot de Bercy !

L'allocation Pacea en 2022 c'est 100 millions d'euros quand le FAJ s'élève à 16 millions !

Par ailleurs, pourquoi attendre le PLF 2025, qui s'annonce sur un fond de baisse de 25 Milliards et donc d'autres coupes drastiques pour les missions locales, pour lutter et résister !

La mainmise de l'État et de France Travail pour en finir avec les missions locales

Petit à petit, et ce, depuis le remplacement de la Garantie Jeunes par le CEJ (cheval de Troie de France Travail – [voir dossier critique sur le CEJ CGT ML](#)), le gouvernement prend la main sur les missions locales : au nom de France Travail il y a de plus en plus un sentiment de « gestion de fait » des missions locales par l'État. Entre les objectifs CEJ, l'obligation de Labellisation, et bientôt l'intervention de France Travail, le fait associatif n'existera plus !

Quel sens a le Pacea sans allocation possible ? Il est clair que le Pacea vit ses derniers instants puisque ne devra rester à terme que le Contrat d'Engagement.

La nécessité de la Révolte

Dès lors il serait temps de sonner la révolte :

- Motion des CA des Missions Locales à la Ministre du Travail et à l'Élysée
- Alerte auprès des députés et sénateurs
- Information des jeunes de la baisse des moyens alloués pour l'allocation Pacea (sans pouvoir basculer les jeunes dans le CEJ dont le nombre d'entrées est désormais bridé)
- Stopper le contrôle et le flicage des jeunes CEJ
- Mobilisation des salariés :
 - => contre cette politique de contrôle permanent des demandeurs d'emploi perpétuellement montrés du doigt et rendus responsables des déficits
 - => contre la transformation de nos emplois d'accueil en emplois de « flics de l'Insertion »

**IL FAUT SUPPRIMER L'ASSISTANAT AUX ENTREPRISES
ET RÉORIENTER LEURS 157 MILLIARDS D'AIDE
VERS LES SERVICES PUBLICS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION**

LES POLITIQUES JEUNESSE SONT UNE PRIORITÉ

